

# SCIENCES ET SOCIÉTÉ : RÉPONDRE ENSEMBLE AUX ENJEUX CLIMATIQUES

Les rapports du GIEC, l'accord de Paris, illustrent l'urgence de l'action en matière de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation à ses conséquences. Ils témoignent de l'indispensable réorientation de notre mode de développement vers une société sobre puis neutre en carbone. La recherche dans toutes ses dimensions apparaît comme un enjeu majeur des réponses collectives aux questions climatiques, elle suscite un large intérêt qui offre l'opportunité d'un dialogue sciences-société renforcé et continu associant chercheur.euse.s, décideur.euse.s politiques, acteur.rice.s de la société civile organisée et citoyen.ne.s.

Que ce dialogue soit nécessaire n'est pas toujours allé de soi : pendant les Trente Glorieuses, la société, largement confiante en la science et la technique, déléguait le pouvoir de décision aux acteur.rice.s de la recherche, de l'économie et de la politique. Puis la remise en cause de cette confiance, et du rôle de l'État, ont conduit au déplacement des lieux de débat vers la société. C'est ainsi que des mécanismes permettant aux décideur.euse.s politiques, aux citoyen.ne.s, aux acteur.rice.s économiques d'interagir avec les scientifiques du climat se sont peu à peu mis en place, notamment dans les régions, au travers des associations. L'État a lui-même pris acte de ces évolutions en reconnaissant et en encourageant ce dialogue, sans pour autant l'ériger en politique publique.

En règle générale, les scientifiques impliqué.e.s dans les différents aspects du changement climatique ne souhaitent pas rester dans leur « tour d'ivoire ».

Au contraire, beaucoup aspirent à développer un dialogue sciences-société structuré notamment pour la qualité de leurs recherches mais aussi pour l'utilité sociétale des résultats.

C'est à l'étranger, au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni, que se rencontrent les exemples les plus significatifs et les plus aboutis d'une telle démarche. Dans ces pays, mais aussi aux États-Unis et au Japon, certains instituts de recherche se montrent très ouverts sur la société, avec une réelle capacité de mobilisation. De telles structures émergent plus difficilement en France.

Or les observations de mieux en mieux documentées de l'évolution de notre climat et de ses impacts, la compréhension de plus en plus claire des mécanismes en jeu, le rôle clef des innovations sociales et technologiques pour faire naître des solutions répondant à l'urgence, appellent à un renforcement du dialogue.

L'objectif du CESE est d'énoncer des recommandations qui permettent aux interactions, déjà nombreuses, qui existent entre la communauté des scientifiques du climat et la société de se transformer en dialogue véritable, pleinement efficace. Le CESE envisage de nombreuses modalités pour ce renforcement depuis la création de lieux de dialogue jusqu'au développement de projets coconstruits, en passant par les modalités de la gouvernance. Au niveau territorial, un processus d'échange et de rencontre entre les acteur.rice.s de la recherche et ceux.celles du monde économique s'avère particulièrement nécessaire



**Julien Blanchet**

est ancien président de la FAGE. Il siège au CESE à la délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques ; à la section de l'éducation, de la culture et de la communication et à la section de l'environnement où il représente le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse.

## Contact :

julien.blanchet@lecese.fr  
01 44 43 60 66



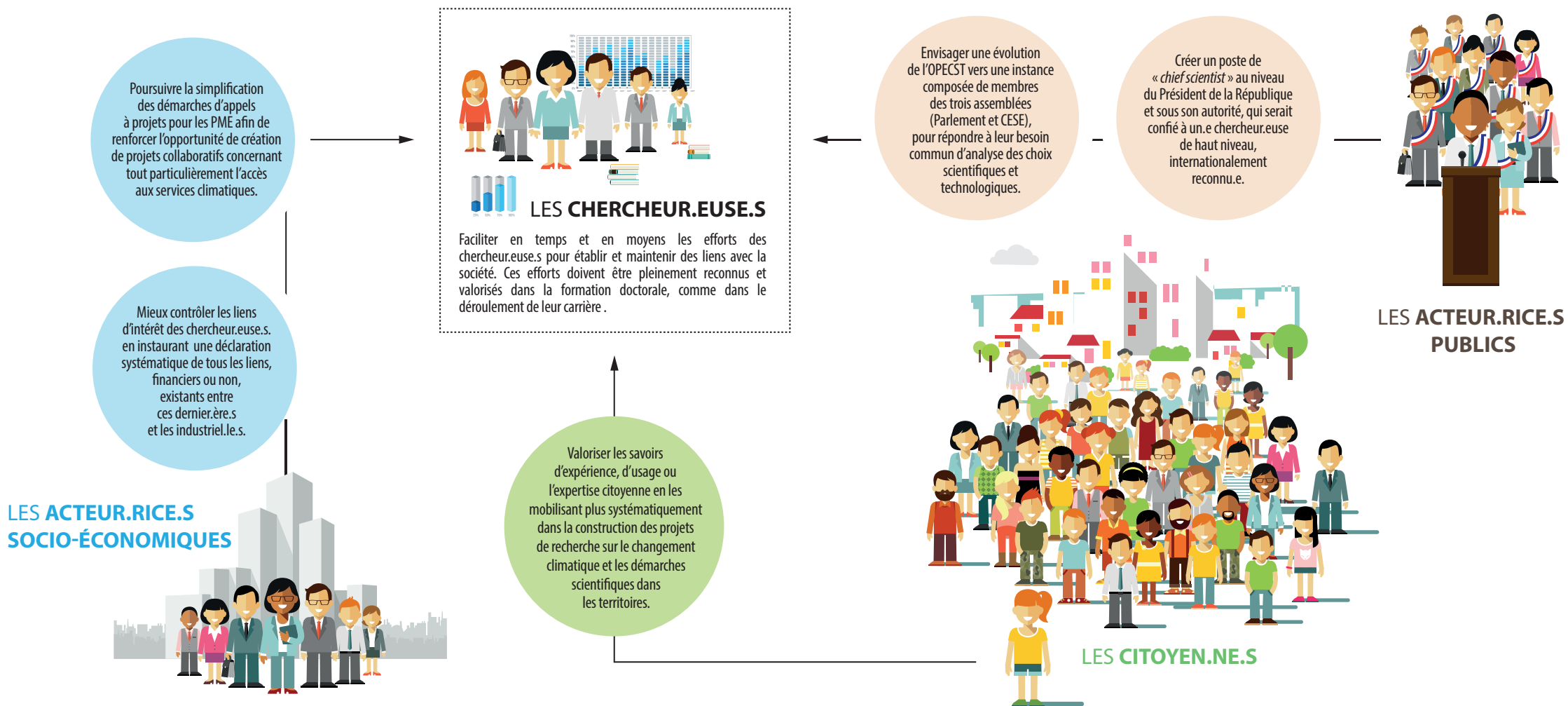
**Jean Jouzel**

est directeur de recherche émérite au CEA. Il est également membre du CESE au titre de la protection de la nature et de l'environnement en tant que personnalité qualifiée. Il siège au CESE à la section de l'environnement.

## Contact :

jean.jouzel@lecese.fr  
01 44 43 64 28

# PRÉCONISATIONS VISANT À AMÉLIORER LE DIALOGUE SCIENCES-SOCIÉTÉ



## PRÉCONISATIONS VISANT À ORGANISER ET TERRITORIALISER LE DIALOGUE SCIENCES-SOCIÉTÉ

### LES 4 NIVEAUX DE PARTICIPATION CITOYENNE

#### 1. Crowdsourcing

Les citoyens contribuent comme capteurs de données

#### 2. Intelligence distribuée

Les citoyens contribuent à l'interprétation de données

#### 3. Sciences participatives

Les citoyens contribuent à la définition du problème et à la collecte de données

#### 4. Collaboration complète

La recherche est collaborative dans les différentes phases



#### CESER et UNIVERSITÉS

Faire des regroupements d'universités, d'écoles et d'organismes de recherche à devenir des lieux de débat en territoires associant scientifiques et représentants de la société civile sur les politiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Dans ce cadre les CESER doivent utilement être associés.



#### CESE et PARLEMENT

Envisager une évolution de l'OPECST vers une instance composée de membres des trois assemblées (Parlement et CESE), pour répondre à leur besoin commun d'analyse des choix scientifiques et technologiques.



#### ORGANISATIONS FRONTIÈRES

Mettre en place des « organisations frontières » pour faciliter la collaboration entre scientifiques et non scientifiques, composées d'acteur.rice.s de différentes communautés et veiller à délimiter le périmètre du champ de ces espaces afin de clarifier et faciliter les dynamiques d'acteur.rice.s.

# LES PRÉCONISATIONS DU CESE

## 👉 Renforcer les liens entre les chercheur.euse.s et les décideur.euse.s politiques

- Créer au niveau du Président de la République et sous son autorité, en s'inspirant de l'exemple du Royaume-Uni, un poste de « chief scientist », qui serait confié à un.e chercheur.euse de haut niveau, internationalement reconnu.e.
- Envisager une évolution de l'OPECST vers une instance composée de membres des trois assemblées (Parlement et CESE), pour répondre à leur besoin commun d'analyse des choix scientifiques et technologiques.
- Encourager les chercheur.euse.s français.e.s à s'impliquer et si possible à renforcer leur présence dans le processus du GIEC, et leur assurer un soutien financier spécifique des ministères concernés.

## 👉 Améliorer le dialogue entre les acteur.rice.s économiques et la communauté scientifique

- Simplifier les démarches d'appels à projets pour les PME afin de renforcer les opportunités de création de projets collaboratifs concernant tout particulièrement l'accès aux services climatiques. Dans ce cadre les chambres consulaires sont invitées à accroître leur contribution.
- Mieux contrôler les liens d'intérêt des chercheur.euse.s en instaurant une déclaration systématique de tous les liens, financiers ou non, existants entre ces dernier.ère.s et les industriel.le.s.
- Organiser un dialogue permanent entre la communauté scientifique et les acteur.rice.s de l'entreprise sur le développement des services climatiques.

## 👉 Développer grâce aux sciences citoyennes le dialogue entre citoyen.ne.s, associations et communauté scientifique

- Valoriser les savoirs d'expérience, d'usage ou l'expertise citoyenne en les mobilisant plus systématiquement dans la construction des projets de recherche sur le changement climatique et les démarches scientifiques dans les territoires.
- Développer dans les universités et organismes de recherche une mission « recherche participative » fondée sur un partenariat avec des associations afin de favoriser les échanges science citoyenne - science académique.
- Multiplier les expériences d'évaluation de la recherche par une communauté de pair.e.s étendue aux non-scientifiques.

## 👉 Organiser et territorialiser le dialogue

- Faciliter en temps et en moyens les efforts des chercheur.euse.s pour établir et maintenir des liens avec la société. Pleinement reconnaître et valoriser ces efforts dans la formation doctorale, comme dans le déroulement de leur carrière.
- Faire des regroupements d'universités, d'écoles et d'organismes de recherche à devenir des lieux de débat en territoires associant scientifiques et représentants de la société civile sur les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatiques. Dans ce cadre les CESER doivent utilement être associés.
- Faire émerger des mécanismes de saisine directe des organismes de recherche et des universités par les citoyens et leurs différentes formes d'organisation.
- Faire bénéficier des projets de recherche dans le domaine des sciences climatiques, qui développent une dimension de dialogue sciences-société, de financements dans la durée.